



**F**idèle à ses engagements, l'ARE a mis en place cette année deux actions destinées aux Jeunes afin de les associer aux affaires publiques. Ces projets leur ont permis de s'exprimer sur des thèmes d'actualité, à savoir l'avenir de l'Europe et le développement durable.

Suite à l'annonce de la création de la Convention des Jeunes sur l'avenir de l'Europe, l'ARE, soucieuse de faire participer un maximum de jeunes européens à cette réflexion, a mis en place un forum de discussion à leur intention sur Internet. Les réponses révèlent leur souhait de vivre dans une Europe forte et unie, ils veulent "plus d'Europe". A titre d'exemple, certains racontent que c'est en voyageant hors de l'UE qu'ils ont pris conscience de leur identité européenne. Vue la qualité des réponses, nous avons fait parvenir une synthèse de ces contributions à la Convention des Jeunes.

L'ARE a par ailleurs organisé au lendemain du Sommet de Johannesburg, sa première Université d'été des Jeunes à Opatija (HR), sur le thème du développement durable. Les jeunes regrettant "les atermoiements des dirigeants européens vis-à-vis de la mise en place d'une Europe politique", nous avons décidé de les associer aux travaux des responsables politiques de l'ARE. Nous avons donc organisé cette première Université d'été des Jeunes en parallèle à l'Université d'été "traditionnelle". Chacun des 42 Jeunes présents a pu proposer des projets pouvant contribuer au développement durable dans sa région d'origine. Laissons la conclusion à l'un des participants : "Nous avons ici eu la chance de travailler ensemble, de trouver des solutions aux problèmes dans nos régions, et de les soumettre directement à l'attention des hommes politiques".

Ces actions ont montré l'intérêt d'engager davantage les jeunes dans les affaires publiques. Il n'appartient qu'à nous de continuer à encourager leur investissement !

#### Liese Prokop

Présidente de l'ARE  
Vice-Ministre Présidente  
de Niederösterreich (A)

## L'ARE demande un vote parlementaire sur le GATS-AGCS



**Réunis à l'initiative de l'ARE, 150 Ministres et responsables politiques régionaux de la culture et de l'éducation venus de toute l'Europe et du Canada ont examiné les conséquences des négociations menées dans le cadre de l'Accord Général sur le Commerce des Services (GATS-AGCS) sur les politiques et les services publics dans les domaines de la culture, de l'éducation et des médias. Ils demandent à l'unanimité l'organisation d'une large consultation publique et d'une délibération des parlements nationaux et régionaux, avant d'ouvrir ces secteurs, d'importance majeure pour la sauvegarde et la promotion de l'identité et de la diversité culturelle, à la privatisation et à la concurrence.**

**"D**es décisions importantes qui concernent l'avenir des services publics dans nos pays et régions sont progressivement prises par des négociateurs au sein du GATS-AGCS, sans consultation préalable et sans accord explicite des élus, tant nationaux que régionaux, à qui les citoyens ont confié la responsabilité de gérer les affaires publiques et de défendre l'intérêt général"

a dit Liese Prokop, Présidente de l'ARE et Vice-Ministre Présidente de Niederösterreich (A).

#### Mobiliser les gouvernants tant nationaux que régionaux

"Nous ne pouvons pas laisser des experts du commerce international et des groupes d'intérêt économique décider à notre place de l'avenir des

suite page 2...

#### ACTUALITÉS PAGES 2-5

- L'ARE demande un vote parlementaire sur le GATS-AGCS
- **Focus**
- Activités de l'ARE dans la 2<sup>e</sup> phase de la Convention
- L'avenir de l'Europe passera par la parité hommes-femmes
- Forum Eurodyssée à Porec
- Université d'été 2002

- et Sommet de Johannesburg
- Les jeunes mettent en pratique le développement durable
- Assemblée Générale de l'ARE à Naples

#### TRIBUNE PAGE 6

- Jean-Claude Van Cauwenberghe, Ministre-Président de la Région wallonne

#### INTERRÉGIONS PAGE 7

- Vienne partage son expérience de l'élargissement
- Carnet / Internet**

#### EN BREF PAGE 8

- Activités ARE : Août-Octobre 2002
- Publications / Agenda**

suite de la page 1...

politiques et des services publics, tout particulièrement dans les domaines de l'éducation et de la culture. Au nom de l'ARE, j'appelle solennellement tous les responsables politiques à se mobiliser pour participer aux négociations ultérieures du GATS-AGCS. J'espère que les messages contenus dans la Déclaration finale de cette 2<sup>e</sup> Conférence des Ministres régionaux de la Culture de l'ARE seront entendus par les gouvernants à tous les niveaux et qu'ensemble, nous réussirons à rétablir la primauté de la politique dans ces négociations commerciales" a ajouté la Présidente.

**Bruno Hosp, Ministre de la Culture de Bozen-Südtirol et Président de la Commission Culture & Éducation de l'ARE, hôte de la Conférence de Brixen-Bressanone**



## Éducation : préserver la souveraineté nationale

Bruno Hosp, Président de la Commission 'Culture & Education' de l'ARE, Ministre de la Culture de Bozen-Südtirol (IT), hôte de cette Conférence, a quant à lui insisté sur l'importance de préserver la souveraineté nationale et régionale dans ces deux domaines. "Nous doutons que l'idée de privatiser de nombreux secteurs de la culture et de l'éducation soit une réponse adéquate aux besoins des individus et de la société. Nous sommes particulièrement opposés à un échange de l'actuel système éducatif, soumis à l'autorité publique et servant l'intérêt général, contre un autre tourné vers le marché et répondant aux besoins des groupes d'intérêt" a-t-il souligné.

En effet, si l'ouverture à la concurrence de certains marchés publics peut être bénéfique pour le développement économique mondial et l'avenir des finances publiques en général, la culture et l'éducation, sources d'identité et de diversité culturelle, restent des domaines très sensibles. C'est pourquoi, dans la Déclaration adoptée à l'issue de cette Conférence, l'ARE demande que ces deux secteurs soient exclus des futures négociations du GATS-

AGCS tant qu'un accord clair ne sera pas trouvé pour intégrer les représentants des pouvoirs politiques régionaux, en particulier des Régions à compétences législatives exclusives ou partagées avec les Etats, aux négociations ultérieures. A cet égard, l'article I-3a sur la qualité de membre du GATS-AGCS devra être reconsidéré.

## Culture : maintenir le vote à l'unanimité

L'ARE met également en garde la Commission européenne, négociateur principal pour l'UE au sein du GATS-AGCS, contre la poursuite d'une stratégie unilatérale de promotion de la privatisation et réitère son opposition à toute modification des Traités de l'UE qui permettrait le transfert des compétences en matière d'éducation et de culture au niveau européen.

Tous les discours, notamment ceux des invités de marque de cette Conférence - Mme Diane Lamieux, Ministre d'Etat à la Culture et aux Communications du Québec (Canada) ou M. Fritz Pleitgen, Directeur de ARD (chaîne de télévision publique allemande), ainsi que la Déclaration finale sont disponibles sur le site web de l'ARE : [www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org) (Conférence de Brixen/Liens AGCS/Conference documents).

**CONTACT ARE :** Franz J. Stummann  
[f.stummann@a-e-r.org](mailto:f.stummann@a-e-r.org) ou Doris Materne  
[d.materne@a-e-r.org](mailto:d.materne@a-e-r.org)

## focus

# Déclaration de Brixen/Bressanone sur la Diversité culturelle et l'AGCS\*

Nous, les Ministres et responsables politiques régionaux pour l'éducation, la culture et les médias, représentant les opinions et les intérêts de nos citoyens

- Considérons que l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) affecte les services publics dans les domaines de l'éducation, de la culture et des médias,
- Avons la conviction que l'AGCS a tendance à privilégier la dimension commerciale au détriment de la qualité des standards ayant une légitimité démocratique,
- Sommes, en tant que prestataires de services publics en matière d'éducation, de culture et de médias - démocratiquement responsables vis-à-vis de notre électoralat -, préoccupés par les conséquences de l'AGCS,
- Affirmons que ces services devraient être à la disposition de nos citoyens sur la base de l'égalité sociale, de l'universalité et de standards élevés,
- Demandons, en tant que représentants démocratiquement élus par nos citoyens et conformément au principe de subsidiarité, à être impliqués dans les négociations ultérieures de l'AGCS relatives à l'éducation, la culture et aux questions des médias,
- Demandons un accord international en faveur de la protection de la diversité, incluant la dimension régionale, dans le domaine de l'éducation, de la culture et des médias,

- Demandons que les services en matière d'éducation, de culture et de médias, ayant une légitimité démocratique, soient exclus des négociations futures de l'AGCS,
- Prions instamment tous les membres de l'ARE ainsi que les responsables politiques des autres régions d'Europe, de faire pression sur leurs conseils, leurs gouvernements et l'UE pour qu'ils donnent suite aux buts de la Déclaration de Brixen/Bressanone sur la diversité culturelle et l'AGCS.



\* Adoptée à l'unanimité (2 abstentions) par les Ministres régionaux européens de la Culture et de l'Éducation à Brixen/Bressanone, le 18 octobre 2002

## Activités de l'ARE dans la 2<sup>e</sup> phase de la Convention

En juillet, la Convention européenne a achevé la première phase de ses travaux. L'ARE a mis à profit ces cinq premiers mois pour expliquer ses positions aux Conventionnels ainsi qu'aux autres institutions européennes. L'objectif visé est d'introduire les régions dans le futur ordre des compétences basé sur le principe de subsidiarité et de les faire participer très tôt aux processus décisionnels de l'UE.

Dans le cadre des travaux sur la Convention de la Commission 'Affaires institutionnelles' de l'ARE, le Groupe de travail 'Avenir de l'Europe' a convenu le 2 août à Salzbourg de préparer de nouveaux avis et de les présenter le 8 novembre à St. Gallen, lors de la réunion plénière de cette Commission.

### Ancrer les régions dans le Traité constitutionnel

Au seuil de l'élargissement de l'UE à plus de 20 États membres, ces positions de l'ARE doivent démontrer que les régions sont les garantes de la diversité politique et culturelle du continent européen et qu'elles peuvent contribuer à ce que l'UE, en tant qu'institution, puisse être dirigée de manière efficace, démocratique et proche des citoyens. À cet égard, les membres de la Convention recevront de l'ARE des propositions concrètes concernant l'ancrage des régions dans les principes fondamentaux d'un traité constitutionnel tout comme dans ses dispositions institutionnelles.

Dans un avis transmis à tous les membres de la Convention ainsi qu'aux membres de la Commission constitutionnelle du Parlement européen, l'ARE s'est exprimée conjointement avec d'autres organisations interrégionales sur le rapport final du Groupe de travail 'Subsidiarité'. En outre, l'ARE a plaidé en faveur du droit des régions d'ester en justice devant la Cour de justice européenne et de la participation des régions à un contrôle *ex-post* de la répartition des compétences et du principe de subsidiarité (ce qui n'avait pas été envisagé par le Groupe de travail concerné). Cet avis a également été transmis à tous les membres de la Convention et aux représentants des autres institutions européennes.

### Obtenir une meilleure intégration dans les processus décisionnels et législatifs

Le 11 octobre, le Président du Landtag de Baden-Württemberg, Peter Straub, a représenté l'ARE lors d'une audition de la Commission "Affaires institutionnelles et gouvernance européenne" du Comité des Régions. Il a plaidé en particulier en faveur d'un accès des régions à la Cour de justice européenne. Il a déclaré qu'un tel droit d'ester en justice donnerait la possibilité aux régions de se défendre, si l'UE outrepassait ses compétences, et de maintenir leurs compétences au sein de leurs États.



Le 16 octobre, Lambert Van Nistelrooij a représenté l'ARE, à son tour, à la réunion du Groupe de contact "Collectivités territoriales régionales et locales" présidé par Jean-Luc Dehaene, Vice-Président de la Convention. Le Vice-Président de l'ARE a demandé que la Convention tienne compte du rôle et de la position des entités sub-nationales au sein l'architec-

ture institutionnelle européenne sur le plan législatif, exécutif et juridictionnel, et qu'elle les concrétise. Ceci permettrait, notamment, de clarifier si et dans quelle mesure les collectivités territoriales pourraient être intégrées dans les différentes phases des processus décisionnels et législatifs européens. Il a également insisté sur une meilleure prise en compte des régions conformément au principe de subsidiarité et sur le respect accru du principe de la proportionnalité dans la législation de l'UE, ce qui donnerait des marges de manœuvre plus grandes aux États membres et à leurs régions lors de l'application du droit communautaire. À l'issue de cette réunion, Jean-Luc Dehaene a indiqué que fin décembre, une réunion plénière pourrait être consacrée au rôle des régions et des collectivités locales dans la future architecture institutionnelle européenne.

**CONTACT ARE :** Athene Mavroudi, are@a-e-r.org

## CONFÉRENCE DE BARCELONE

### L'avenir de l'Europe passera par la parité hommes-femmes



L'ARE et l'Institut Catalan de la Femme ont organisé à Barcelone-E, les 25 et 26 octobre 2002, une conférence intitulée "Les femmes dans les processus de décision des Régions d'Europe : femmes et hommes partageant le pouvoir".

#### Les femmes en politique...

"Le partage équilibré des responsabilités et de l'égalité des chances doit être appréhendé, examiné et résolu dans sa globalité. Si nous n'arrivons pas à concilier les piliers du contrat social, partager le travail rémunéré et les responsabilités familiales, en renforçant les mesures permettant de concilier vie politique et familiale, la participation des femmes dans ce domaine continuera à être une tâche ardue et difficile" a dit Carin Palmcrantz, Présidente du Groupe 'Egalité des chances hommes-femmes' de l'ARE.

#### ... et dans la vie économique

"Les revendications en faveur de la parité ne sont pas uniquement le fait des femmes, elles concernent la société dans son ensemble" a souligné Margarida Àlvarez i Àlvarez, Présidente de l'Institut Catalan

de la Femme. "La lutte pour l'égalité n'est pas uniquement une question de justice, mais elle est même rentable" a-t-elle ajouté. Les chiffres de la Banque mondiale attestent en effet que les pays qui protègent les droits des femmes et développent leur accès aux ressources financières obtiennent une croissance économique plus rapide que les autres.

Cette 4<sup>e</sup> conférence annuelle de l'ARE sur l'égalité des chances entre hommes et femmes a attiré plus de 80 élus, responsables politiques régionaux et experts de l'égalité des chances qui ont ainsi pu échanger leurs expériences et découvrir des exemples de bonnes pratiques dans ce domaine. Le groupe 'Egalité des chances hommes-femmes' a maintenant pour mission de soumettre la déclaration finale\* adoptée aux Institutions européennes et aux régions elles-mêmes.

\* Le Manifeste de Catalogne est disponible sur le site web de l'ARE

**CONTACT ARE :** Eric Milesi  
e.milesi@a-e-r.org

## Forum Eurodyssée à Porec

L'ancienne cité romaine de Porec (Istria-HR) a accueilli les 26 & 27 sept. le Forum Eurodyssée, rencontre annuelle des gestionnaires du programme Eurodyssée dans les différentes régions membres. Ceux-ci ont notamment discuté de la succession de Franche-Comté-F qui assure depuis plus de 15 ans la Présidence et le Secrétariat d'Eurodyssée. Une note plébiscitant la Wallonie-B a été soumise au Bureau de l'ARE (Brixen, 17 oct.) et la décision finale sera prise par l'Assemblée Générale à Naples.

Le Forum a également donné la possibilité à d'anciens stagiaires de faire part de leur expérience personnelle. Leur enthousiasme était certainement la plus belle récompense que pouvaient recevoir les régions participantes au programme. Il est à signaler que cinq nouvelles régions ont adhéré au Programme en qualité d'observateurs : Murcia-E, Covasna et Brasov-RO, Dubrovnik-Neretva et Primorje-Gorski Kotar-HR. De leur côté, Madeira-P, Castilla y León-E et Adjara-GEO poursuivent leur phase de parrainage.

Le prochain Forum Eurodyssée sera organisé à Lyon (Rhône-Alpes-F), fin septembre 2003. Toutes les régions membres de l'ARE y sont cordialement invitées : s'informer n'engage à rien et participer, c'est déjà s'intéresser à la jeunesse de nos régions.

Le Programme Eurodyssée de l'ARE vise en effet à améliorer les chances des jeunes Européens de 18 à 30 ans à intégrer le marché du travail en leur offrant la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle à l'étranger. Il permet aux régions membres de confronter leurs jeunes aux réalités socio-économiques d'autres régions et de favoriser ainsi leur insertion dans le tissu économique européen.

**CONTACT ARE :**  
Stéphane Cools  
s.cools@a-e-r.org

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE L'ARE

### Les régions prennent le relais du Sommet de Johannesburg

**200** participants de 50 régions et 19 pays européens ont assisté à l'Université d'été à Opatjia (8-12 sept.), organisée avec le soutien du CPLRE et de la Fondation Konrad Adenauer. Quelques jours après le Sommet de Johannesburg, celle-ci a concentré ses travaux sur la mise en place de politiques régionales en faveur de l'environnement durable. Elle a aussi encouragé les échanges d'expériences et de savoir-faire en matière de protection de l'environnement et de développement économique et social durable.

Lancé par les régions organisatrices de l'Adriatique - Primorje-Gorski Kotar, Istra, Dubrovnik-Neretva (HR) et Friuli-Venezia Giulia (I) - l'"Agenda 21 de l'Adriatique" est un premier résultat concret de ce travail. Cette initiative vise à établir un réseau permanent de coopération entre les régions et les villes de l'Adriatique en matière de développement durable afin d'enrayer la dégradation de l'environnement dans le Bassin adriatique et d'améliorer la qualité de vie.

*"Le développement durable est la seule façon d'éviter aux pays en transition de l'Adriatique de reproduire les mêmes erreurs qu'ont commises les pays les plus développés. Une fois encore, il s'agit d'un processus*

*complexe qui ne peut se faire spontanément. Par conséquent, la mise en place d'un réseau de coopération chargé de promouvoir des principes durables, d'élaborer une vision commune de l'avenir de l'espace adriatique, de planifier et d'initier des actions pratiques est une véritable nécessité"* ont souligné les Présidents des Régions signataires de la Déclaration finale commune.

L'ARE, qui a cosigné cette Déclaration, est déterminée à soutenir le processus engagé à Opatjia. *"Nous sommes persuadés que c'est en joignant nos efforts, à l'instar de l'Agenda 21 de l'Adriatique, que nous pourrions préserver les espaces naturels et la diversité culturelle en Europe, menacés par le développement actuel"* a expliqué Paul Diemel, coordinateur du Comité organisateur de l'Université d'été de l'ARE.

Lancée en 1996, l'Université d'été est un véritable projet interrégional. L'édition 2002 a été organisée par Bruxelles-Capitale (B), Gloucestershire (GB), Noord-Brabant (NL), Thüringen (D), Wien (A) et Wallonie (B) et les régions de l'Adriatique mentionnées.

**CONTACT ARE :** Laura De Rose, l.derose@a-e-r.org ou Agnès Ciccarone, a.ciccarone@a-e-r.org

*NB. Rapport final de l'Université d'été 2002 bientôt disponible sur [www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org) (Programmes)*



## Les jeunes mettent en pratique le développement durable

La 1<sup>ère</sup> Université d'été des Jeunes de l'ARE a été organisée à Opatjia, en parallèle à l'Université d'été traditionnelle. Plus de 40 jeunes venus de toute l'Europe ont eu la possibilité de débattre de leurs propositions pour un avenir durable avec des experts et des élus régionaux. Leur objectif n'était pas d'aboutir à une nouvelle déclaration sur le développement durable mais de trouver des solutions immédiatement applicables dans ce domaine. En effet, chaque participant devait préparer au préalable des idées et des projets bien structurés pour améliorer de manière concrète l'environnement dans sa région.

*"L'avenir appartient aux jeunes d'aujourd'hui. Il est essentiel, pour une organisation politique telle que l'ARE, de les encourager à être des citoyens actifs et à s'investir dans la vie publique. C'est à cette seule*

*condition que nous pourrions parvenir à mettre en pratique notre vision d'un environnement durable. Nous espérons que cette Université d'été des Jeunes contribuera à cet objectif"*, a précisé M. Jörgen Hedberg, Président de la Sous-Commission Jeunesse de l'ARE.

La 1<sup>ère</sup> Université d'été des Jeunes de l'ARE a été organisée par Sörmland (S), Vestfold (N), Catalunya (E), Devon (GB), Niederösterreich (A) et Harghita (RO).

**CONTACT :** Mattias Ask, Coordinateur  
politolog@hotmail.com

**CONTACT ARE :** Doris Materne  
d.materne@a-e-r.org

*NB. Une lettre d'information sur l'Université d'été des Jeunes de l'ARE 2002 est disponible au Secrétariat de l'ARE*



28 &amp; 29 NOVEMBRE 2002

## Assemblée Générale de l'ARE à Naples



Mesdames, Messieurs,

*C'est avec un grand plaisir que cette année, les 28 & 29 novembre, la Région Campanie reçoit à Naples l'Assemblée des Régions d'Europe.*

*Pour la première fois, l'Italie accueille l'Assemblée Générale de l'ARE qui représente plus de 250 régions européennes. Cet événement revêt une importance majeure plus encore aujourd'hui, à la veille de l'élargissement de l'Union, qui est à la fois une opportunité historique pour l'Europe et un défi qui impose un effort d'adaptation sans précédent à nos populations aux cultures très différentes.*

*En participant à la préparation du programme de cette Assemblée, nous avons essayé de tout mettre en œuvre pour que tous les potentiels de ces diversités régionales s'expriment. Nous avons aussi visé l'objectif de jeter les bases, durant ces journées, du développement de partenariats durables entre les régions de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud.*

*Nous espérons que notre hospitalité offerte à l'ARE créera un environnement de travail efficace, en perpétuant ainsi notre tradition d'ouverture internationale dont nous sommes fiers. Ici dans la Région de Campanie, nous sommes devenus italiens grâce à l'apport de toute l'Europe et de la Méditerranée. Cela demeure un défi permanent pour notre Région : être un lieu où les femmes et les hommes d'origines diverses se rencontrent et travaillent ensemble, dans l'esprit de tolérance et de solidarité, pour construire notre avenir.*

**Antonio Bassolino**  
Président de la Région Campanie

**À l'invitation M. Antonio Bassolino, Président de la Région Campanie, la 18<sup>e</sup> Assemblée Générale de l'ARE, mais la première en Italie, se tiendra à Naples les 28 & 29 novembre 2002. Toutes les réunions se dérouleront à la Mostra d'Oltremare, le centre de congrès de Naples. Voici les grandes lignes du programme :**

**JEUDI 28 NOVEMBRE****09<sup>h</sup>00 – 12<sup>h</sup>00**

Séminaire sur le développement de la coopération interrégionale en Europe, notamment dans le cadre des programmes de l'UE (INTERREG, PHARE, MEDA...), co-organisé par la région Campanie et l'ARE qui vise, au travers d'exemples de projets réussis et de l'analyse des difficultés rencontrées, à formuler les attentes des régions vis-à-vis de ces programmes et à en faire part aux instances européennes.

En parallèle, réunion du Bureau de l'ARE (membres du Bureau seulement)

**12<sup>h</sup>00 – 14<sup>h</sup>00**

Déjeuner

**14<sup>h</sup>00 – 19<sup>h</sup>30****Assemblée Générale**

- Discours de bienvenue de M. Bassolino, Président de la Région Campanie, hôte de l'Assemblée Générale, et de Mme Prokop, Présidente de l'ARE
- Séquence consacrée aux programmes de l'ARE en faveur des jeunes et perspectives d'avenir
- Rapport général de la Présidente et des Vice-Présidents
- Rapport d'activité du Secrétaire Général
- Rapport d'activité des Commissions et programmes
- Vote des projets de résolutions
- Programme d'activités et budget pour 2003
- Élections du Président, des Vice-Présidents, du Vice-Président Trésorier et des membres du Bureau

**21<sup>h</sup>00**

Dîner au Musée Archéologique de Naples

**VENDREDI 29 NOVEMBRE****08<sup>h</sup>00 – 09<sup>h</sup>30**

Réunion du Bureau de l'ARE : élection des Présidents des Commissions et des responsables des programmes

**09<sup>h</sup>30 – 14<sup>h</sup>00****Assemblée Générale**

- Présentation par M. Antonio Bassolino des conclusions du séminaire sur la coopération interrégionale
- Tables rondes, suivies de débats, sur deux questions politiques d'importance majeure pour les régions européennes :
  1. la Convention sur l'avenir de l'Europe et le rôle des régions,
  2. le développement durable et la cohésion territoriale dans une Europe élargie, avec la participation des représentants des institutions européennes (Convention, Commission européenne, CdR, CPLRE...) et les Présidents des Régions
- Adoption d'une déclaration finale et discours de clôture

**14<sup>h</sup>00 – 15<sup>h</sup>30**

Déjeuner

**Soirée :** Réception au Théâtre San Carlo de Naples

**Samedi matin :** excursions aux Musée et Galeries nationales de Capodimonte, à Pompéi ou Reggia di Caserta

**CONTACT ARE :** Eric Milesi  
e.milesi@a-e-r.org



## La Campanie vous ouvre ses portes

La Campanie est la plus grande région du sud de l'Italie avec une superficie de quelque 14 000 km<sup>2</sup>. Elle est délimitée à l'est par le Latium, le Molise, les Pouilles et le Basilicate, et baignée à l'ouest par la mer Tyrrhénienne. Ses îles sont Capri, Ischia et Procida et ont une surface totale d'environ 61 km<sup>2</sup>. La côte s'étend sur près de 350 km. La capitale de la Campanie est Naples.

La région dispose d'une grande variété de paysages. On y trouve à la fois la mer, la montagne, de vastes plaines, des fleuves, des lacs, des îles, des grottes millénaires... et même plusieurs climats qui vont de la chaleur humide des côtes, à l'atmosphère vivifiante de l'altitude, en passant par la douceur des plaines.

Des villes historiques, des bourgs moyenâgeux, des zones archéologiques et volcaniques (champs Phlégréens et Vésuve), des grands parcs nationaux, ainsi qu'une nature encore préservée, sont autant d'atouts majeurs pour cette région qui attire des touristes du monde entier.

La Campanie est la 2<sup>e</sup> région d'Italie du point de vue démographique ; elle compte en effet 6 millions d'habitants, dont plus de la moitié sont concentrés à Naples. Elle est également l'une des plus jeunes régions d'Europe, puisque près de la moitié de sa population a moins de 30 ans, dont un tiers de moins de 20 ans. Cette jeunesse favorise le dynamisme de la région grâce à la richesse de la vie universitaire.

Les opportunités économiques se développent de manière notable en Campanie. Pour attirer les entreprises, le gouvernement régional leur offre une large variété d'aides. Le résultat est que chaque année, 125 % des entreprises italiennes créées s'installent dans la région. La Campanie compte actuellement environ 14 000 entreprises.

Mais le portrait de la région Campanie ne saurait être complet sans l'évocation de sa délicieuse cuisine méditerranéenne et de ses pizzas mondialement connues. A déguster impérativement !

**CONTACT :** Carmela Cotrone  
c.cotrone@regione.campania.it

# Les attentes de la Wallonie, Région à pouvoir législatif, vis-à-vis de la Convention européenne

PAR JEAN-CLAUDE VAN CAUWENBERGHE, MINISTRE-PRÉSIDENT DE LA RÉGION WALLONNE



Comme vous le savez, la Région wallonne est l'une des entités fédérées de Belgique. À ce titre, elle dispose d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir législatif tout à fait autonomes pour les domaines de compétences qui lui sont réservés. Parmi ces compétences, certaines lui sont exclusives, d'autres sont partagées exclusivement avec l'Union Européenne.

En outre, selon le système fédéral belge, il existe une totale cohérence entre les dimensions internes et externes de notre système de distribution des compétences. Cela signifie que la Région wallonne est automatiquement responsable des relations externes concernant ses domaines de compétences. C'est, notamment, sur cette base qu'elle participe pleinement au projet européen, un projet ambitieux mais difficile notamment pour répondre aux attentes concrètes de nos citoyens par rapport à la mondialisation du secteur économique. Ainsi, selon les sujets abordés, la Région wallonne siège au Conseil au nom de la Belgique et participe aux groupes de travail qui y discutent les décisions à prendre. Elle est représentée par des élus régionaux au Parlement européen. Elle est aussi responsable de la ratification de traités internationaux comme celui de Nice, de la transposition et de l'application de directives européennes et de la mise en œuvre de la politique régionale européenne. Alors que les citoyens ne comprennent pas toujours très bien à quoi sert l'Europe, celle-ci dispose en la personne des élus régionaux, d'importants relais quotidiennement et directement en contact avec la population européenne.

## Pour une relation de véritables partenaires

Cela dit, notre "État-Région" inscrit dans le cadre institutionnel belge entretient une relation particulière avec l'Union Européenne. Cette relation, bien que régulière, pourrait être plus directe, systématique et intense, et devenir une relation de véritables partenaires du processus de prise de décision multi-niveaux au service du citoyen. Le résultat actuel en est une réglementation

européenne insuffisamment respectueuse des principes de subsidiarité et de proportionnalité. De ce fait, la transposition s'avère régulièrement un processus difficile, d'autant plus que les Régions ne sont pas pleinement associées à l'élaboration des décisions communautaires.

## La régionalisation s'affirme partout en Europe et l'UE ne peut l'ignorer

L'Europe ne prend pas en compte - institutionnellement - le fait régional, pourtant celui-ci est de plus en plus fort dans l'Union. Les mouvements de régionalisation ou de décentralisation des institutions nationales connaissent depuis plusieurs années un succès considérable, même dans des États, comme la France, traditionnellement construits selon le modèle centralisé. Le phénomène n'est pas non plus exclusivement l'affaire des États. Une chose est de perturber les ordres institutionnels des différents États membres, une autre est de mieux tenir compte de la subsidiarité.

Ne sommes-nous pas au temps d'une construction européenne intégrée au service du citoyen et proche de lui ? Ne débat-on pas à la Convention de la future constitution européenne loin d'un simple Traité international entre États parties ? Dès lors, comment ne pas nourrir des attentes ambitieuses et positives quant à la réforme institutionnelle de l'Union et aux travaux de la Convention en particulier ?

## Reconnaître la dimension régionale pour une gouvernance proche des citoyens

Parmi nos priorités, il s'agit en premier lieu de reconnaître explicitement la dimension régionale, et spécialement les Régions à pouvoir législatif, dans toutes les parties pertinentes des textes constitutifs de l'Union. Une première solution pourrait être d'établir que le respect des identités nationales des États membres comme repris dans l'Art. 6 du Traité actuel, couvre aussi les structures respectives des États membres, leur distribution interne des compétences, leur division régionale et leur gouvernement local.

Étant au niveau législatif le plus proche du citoyen, la Région wallonne plaide pour une révision de la mise en œuvre des principes de subsidiarité

et de proportionnalité. Concernant notamment les nécessaires mécanismes de contrôle du respect de ces principes, il importe que la Région puisse y participer directement quelle que soit la formule choisie.

Ensuite, dans le cadre de son pouvoir d'initiative, la Commission, qui prône une gouvernance sans cesse améliorée, devrait veiller à consulter systématiquement les Régions pour les compétences qui les concernent.

Comme garde-fou ultime, le droit de recours direct devant la Cour européenne de justice devrait être accordé à une Région comme la nôtre, lorsque ses compétences sont menacées. C'est l'une de nos anciennes revendications, nous pensons qu'elle reste fondamentale.

## Agir ensemble auprès de la Convention

Ces revendications spécifiques méritent de la part des conventionnels le plus grand intérêt. La création d'un groupe de travail sur la diversité sub-nationale des États membres et sur le fait régional, est plus qu'indispensable. Notre Région est loin d'être isolée. Dans huit États membres, 74 Régions à pouvoir législatif, représentant environ 56% de la population de l'UE, rencontrent des difficultés similaires et nourrissent des attentes proches des nôtres. Ensemble nous nous concertons et collaborons pour les exprimer avec plus de force et plus de légitimité.

C'est ainsi que depuis deux ans, a lieu chaque année la Conférence des Régions à pouvoir législatif. C'était l'année passée à Liège, ce sera cette année à Florence, les 14 et 15 novembre prochains. Notre objectif est cette fois d'influer positivement sur le cours des débats de la Convention européenne. Espérons que nous serons entendus et que les citoyens que nous représentons, se sentiront davantage impliqués dans la poursuite de l'idéal européen.



## ÉLARGISSEMENT

## La Région de Vienne partage son expérience avec les candidats



Lors de l'adhésion de l'Autriche à l'UE, la Région de Vienne s'était très tôt impliquée dans le processus de pré-adhésion. Le savoir-faire qu'elle a acquis en matière d'impact de ce processus sur ses propres politiques est devenu un atout dans les relations de coopération avec les villes et des régions des pays candidats. Compte tenu de l'adhésion relativement récente de l'Autriche à l'UE (1995), Vienne était à même de partager son vécu et son expérience avec elles. La mise en place du programme de formation "Les conséquences de l'adhésion à l'UE sur les villes et les régions" a été motivée par un double constat :

- les villes et les régions des pays candidats connaissent mal l'UE. Pourtant, la connaissance de l'impact des politiques communautaires sur leurs politiques est

une condition *'sine qua none'* pour prévenir en amont les problèmes qui peuvent se poser dans le cadre de l'adhésion et élaborer une stratégie d'adhésion viable, - elles ne sont pas non plus, bien souvent, intégrées aux négociations menées à l'échelle nationale, étape pourtant primordiale pour défendre leurs intérêts.

L'objectif du programme conçu par Vienne était donc d'informer les villes et régions des PECO voisins de l'Autriche et de les accompagner dans le choix des mesures préparatoires dès la phase de pré-adhésion. Les séminaires abordent des thèmes variés comme institutions de l'UE, principes du marché commun, politique économique et monétaire, PESC, accords de Schengen, négociations & lobbying, réglementation des appels d'offres, finances et impact sur la fiscalité, normes standard en matière d'environnement, politique structurelle et régionale, administration des programmes Phare, ISPA, Sapard et autres aides de l'UE.

Hormis Vienne, ces séminaires ont déjà eu lieu à Varsovie, Katowice, Cracovie (PL), Prague, Brno (CZ) Bratislava (SK), Budapest (H) et à Harghita (RO).

**CONTACT :**

Mag. Thomas J. Resch, MD-EIW  
res@mde.magwien.gv.at

## internet

[www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org)

## Un outil au service des régions

Mis à jour régulièrement et constamment amélioré, le site web de l'ARE est fréquenté aussi bien par ses membres que par des responsables dans des régions non membres, des universitaires, juristes, étudiants, consultants, journalistes, éditeurs, ONG... Les inscriptions aux services en ligne en témoignent. En septembre, le nombre de connexions a doublé par rapport à l'an dernier, franchissant ainsi le cap de 8 000 visites/mois.

Le site est aujourd'hui accessible par [www.a-e-r.org](http://www.a-e-r.org) (l'ancienne adresse reste en vigueur). Les changements récents reflètent l'engagement de l'ARE à contribuer au développement de la coopération interrégionale en Europe. Parmi ces nouveaux services :

- **Espace des membres** (accessible sur la page d'accueil) : chaque membre peut y annoncer des initiatives, conférences et autres activités européennes. En 2003, un simple envoi d'e-mail suffira pour publier vos annonces en ligne.
- **Centurio** : le site web Centurio offre l'opportunité aux élus et fonctionnaires des PECO de présenter en ligne leur candidature de stage dans les administrations d'autres régions d'Europe.
- **Université d'été des Jeunes de l'ARE** : au sein du Forum Jeunesse, un espace est dédié à cette nouvelle initiative de l'ARE.

Sans oublier les services déjà existants comme les informations sur les activités courantes, les bases de données en ligne (Cartes de visite des Régions d'Europe, Bourse de partenariat interrégional, Liens vers les membres) et les services d'abonnement.

## carnet

**RÉ-ÉLECTION DES SOCIAUX-DÉMOCRATES EN SUÈDE**

Le Parti social-démocrate (SAP) mené par Göran Persson, Premier Ministre sortant, est arrivé en tête des élections législatives du 15 sept. (40 % des suffrages). Cependant, avec 144 sièges sur 349 du Riksdag, il n'a pas réussi à obtenir la majorité absolue au Parlement. Le Parti du Rassemblement Modéré (conservateurs) a accusé une lourde défaite (-27 sièges). Les mêmes tendances ont été enregistrées aux élections locales.

**SLOVAQUIE : UN VOTE PRO-EUROPÉEN**

La coalition pro-européenne du centre-droit a remporté 78 sur 150 sièges du Parlement, lors des législatives des 20 & 21 sept. S'il arrive en tête du scrutin (19,5% des suffrages), le Mouvement pour la Slovaquie démocratique de Vladimir Meciar se trouve marginalisé. Les électeurs ont ainsi fait clairement le choix de l'Europe.

**ALLEMAGNE : LES VERTS SAUVENT LE CHANCELIER SCHRÖDER**

Après une campagne électorale à rebondissements, la coalition de gauche (SPD-Verts) a finalement été reconduite le 22 sept., après un coude à coude avec les conservateurs et centristes (CDU/CSU) menés par E. Stoiber. Le SPD et la CDU/CSU ont recueilli 38,5 % des suffrages chacun, le SPD perdant 47 sièges au Bundestag. Ce sont les Verts qui, en réalisant leur score historique (8,6%), ont offert à Gerhard Schröder la majorité nécessaire pour se maintenir à la Chancellerie.

**BOSNIE-HERZEGOVINE : VICTOIRE DES NATIONALISTES**

Malgré les appels de la communauté internationale en faveur des réformistes pro-européens, lors des législatives du 5 oct., les Bosniaques se sont montrés fidèles aux partis nationalistes (SDA, SDS, HDZ), défendant respectivement les intérêts ethniques de musulmans, serbes et croates.

**"NOUVELLE ÈRE" GAGNE EN LETTONIE**

La toute nouvelle formation d'Einars Repse, Nouvelle ère (droite), arrive en tête après le vote exprimé le 5 oct. (23,8 % des suffrages). Le Parti du Peuple, membre de la coalition gouvernementale, n'obtient que 16,7 % des suffrages et est devancé par FHRUL, formation de gauche défendant les intérêts des minorités de Lettonie.

**LES IRLANDAIS RATIFIENT LE TRAITÉ DE NICE**

Tous les Européens sont satisfaits des résultats du référendum en Irlande. À une très grande majorité, les électeurs ont accepté la ratification du Traité de Nice, donnant ainsi le feu vert à l'élargissement de l'UE.

**PLUS D'INFORMATIONS :**

<http://www.robert-schuman.org/oe/calendrierelections/>

## ACTIVITÉS ARE

### Août - Octobre 2002

#### Rencontres politiques et événements

- Participation de l'ARE au Sommet mondial sur le développement durable (T. Hagg, B. Soulage, Johannesburg, 26/08 - 4/09)
- Participation à la conférence annuelle du Groupe européen d'administration publique (K. Klipp, Potsdam, 4-6/09)
- Rencontre avec B. Richstein, Ministre de la justice et des affaires européennes de Brandenburg (K. Klipp, Potsdam, 6/09)
- Rencontre entre M. Barnier, Commissaire pour la politique régionale, et les ONG dans le cadre de la Convention (K. Klipp, Bruxelles, 16/09)
- Participation à l'Assemblée Générale de la CRPM (K. Klipp, Ioannina, 18-19/09)
- Participation à la conférence 'Avenir de la politique de cohésion' du South West of England (B. Greenslade, Plymouth, 20/09)
- Réunion informelle au CdR sur le rapport Napolitano (A. Mavroudi, Bruxelles, 23/09)
- Rencontre avec C. Huvenne, Conseillère régionale de Nord Pas-de-Calais (K. Klipp, Strasbourg, 24/09)
- Rencontres à Strasbourg avec les Ambassadeurs de Chypre (30/09) et Malte (3/10)/K. Klipp
- Participation à l'audition sur le Rapport Napolitano et la Convention - Session plénière de la Commission Affaires institutionnelles du CdR (P. Straub, Président du parlement du Baden-Württemberg, Bruxelles, 11/10)
- Participation au Groupe de contact 'Dehaene' de la Convention (L. Van Nistelrooij, Bruxelles, 16/10)

#### Relations avec les membres

- Rencontre avec des membres de la Chancellerie d'Etat de Bavière (K. Klipp, München, 1/08)
- Inauguration du Bureau de la représentation de Woj. Slaskie à Bruxelles (K. Klipp, 16/09)
- Rencontre avec des représentants des Comtés suédois (K. Klipp, Stockholm, 23/10)

#### Autres réunions de l'ARE

- Groupe de travail 'Avenir de l'Europe' de la Commission Affaires institutionnelles (A) - (Salzburg, 2/08)
- Groupe consultatif (Strasbourg, 30/08)
- Sous-Commission 'Education & formation' de la Commission Culture, Education, Jeunesse (D) (Pecs, 5-6/09)
- Université d'été & Université d'été des Jeunes (Opatija, 8-12/09)
- Groupe de travail sur la régionalisation (Bruxelles, 26/09)
- Forum Eurodyssée (Istra, 26-27/09)
- Présidence (Bruxelles, 27/09)
- Groupe de travail 'Partenariat régional' (Strasbourg, 4/10)
- Commission Culture, Education, Jeunesse (D) (Brixen, 17/10)
- Bureau (Brixen, 17/10)
- Conférence des Ministres et responsables régionaux de la culture et de l'éducation (Brixen, 18/10)
- Conférence sur l'égalité des chances hommes - femmes (Barcelone, 25-26/10)

#### PLUS D'INFORMATIONS :

www.a-e-r.org

## publications

### "L'ÉMERGENCE DU RÉGIONALISME COOPÉRATIF EN EUROPE - IDENTITÉ RÉGIONALE ET CONSTRUCTION EUROPÉENNE"



Le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui des réseaux et les régions européennes n'échappent pas à cette (r)évolution. La thèse de Nicolas Schmitt - collaborateur de l'Institut du Fédéralisme de l'Université de Fribourg et auteur de ce vaste ouvrage - analyse le phénomène au travers des 67 régions d'Allemagne, d'Autriche, d'Italie et de France. Elle démontre qu'en dépit des obstacles historico-politiques et d'une inadéquation des normes, elles ont toutes déjà établi un nombre impressionnant de partenariats aux quatre coins de l'Europe et même au-delà.

La prééminence du fait sur le droit ne saurait satisfaire le juriste. Il convient donc, selon Nicolas Schmitt, de changer radicalement la manière de concevoir les relations extérieures des régions, dans la perspective d'une Europe fédérale à plusieurs niveaux. La thèse propose même une nouvelle norme constitutionnelle qui tient compte de ce phénomène en émergence, baptisé régionalisme coopératif. Ouvrage disponible (en français seulement) auprès des Éditions Universitaires (Pérolles 42, CH-1705 Fribourg).

**CONTACT :** Eduni@st-paul.ch - www.st-paul.ch/uni-press-FR.ch

## agenda

### NOVEMBRE

**Mercredi 6 à Vendredi 8**  
Présidence & Session plénière de la Convention - Bruxelles (B)

**Mercredi 6 à Samedi 9**  
Sommet de la santé et des services sociaux des régions d'Europe (EuroSalute) - Milan (I)

**Vendredi 8**  
Conférence européenne des Ministres et responsables régionaux de la santé et des affaires sociales de l'ARE - Milan (I)

**Vendredi 8**  
Commission 'Affaires institutionnelles' de l'ARE - St Gallen (CH)

**Mercredi 13 à Vendredi 15**  
Bureau & Mini-session du CPLRE - Strasbourg (F)

**Jeu 14 à Vendredi 15**  
Conférence européenne des Ministres et responsables régionaux de l'aménagement du territoire & Commission 'Politiques régionales' de l'ARE - Pécs (H)

**Jeu 14 à Vendredi 15**  
Conférence des régions à pouvoir législatif - Florence (I)

**Mardi 19**  
Débat sur l'élargissement au Parlement européen - Strasbourg (F)

### Mardi 19 à Mercredi 20

Assemblée plénière des Chefs de gouvernements de Arge Alpen-Adria - Venise (I)

**Mardi 19 à Jeudi 21**  
Bureau & Session plénière du CdR - Bruxelles (B)

**Jeu 28 à Vendredi 29**  
Bureau & Assemblée Générale de l'ARE - Naples (I)

### DECEMBRE

**Mardi 3 à Mercredi 4**  
Conférence sur l'élargissement du CdR & de la Présidence danoise - Bruxelles (B)

**Mercredi 4 à Vendredi 6**  
Présidence & Session plénière de la Convention - Bruxelles (B)

**Mardi 10**  
Bureau du CPLRE - Strasbourg (F)

**Jeu 12 à Vendredi 13**  
Sommet du Conseil européen - Copenhague (DK)

**Vendredi 13**  
Forum Centurio de l'ARE & Agences pour la Démocratie Locale - Vienne (A)

**Jeu 19 à Samedi 21**  
Présidence & Session plénière de la Convention - Bruxelles (B)

**PLUS D'INFORMATIONS :**  
www.a-e-r.org (agenda)



**ARE en direct - AER on line**  
**VRE direkt - AUTOMNE 2002**  
Lettre d'information de l'Assemblée des Régions d'Europe

**DIRECTEUR DE LA PUBLICATION**  
Klaus Klipp

**RÉDACTEUR EN CHEF**  
Barbara Skoczylas-Thauront

**COMITÉ DE RÉDACTION**  
Agnès Ciccarone, Stéphane Cools, Araceli Gomez, Francine Huhardeaux,

Doris Materne, Athene Mavroudi, Eric Milesi, Laura De Rose, Franz-Josef Stummann, Hinde Youssouf, avec participation de Daniel Gregory (Université de Fulda - D)

**SECRETARIAT DE RÉDACTION**  
Barbara Skoczylas-Thauront, Francine Huhardeaux, Sabine Seubert

**TRADUCTION**  
Juce Evans & Elizabeth Hillmann (GB), Claudia Meschede (D)

**CONCEPTION ET MISE EN PAGE**  
Agence Contexte - Strasbourg (F)

**IMPRESSION**  
OTT - rue Pins - 67310 Wasselonne (F)  
Tirage en trois langues : 4500 ex.

Reproduction autorisée avec mention de la source

Octobre 2002

ARE - SECRETARIAT GÉNÉRAL - Immeuble Europe, 20, Place des Halles F- 67054 Strasbourg cedex -  
Tél : +33 3 88 22 07 07 - Fax : +33 3 88 75 67 19 - E-mail : infopresse@a-e-r.org (information-communication)  
Cette lettre d'information est également disponible sur le site Web de l'ARE : http://www.a-e-r.org/COMMUN/A42bis.html